

Azzam Mahjoub

Economiste

Décédé le 8 décembre 2022

Ex-Professeur à la Faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis et professeur émérite à l'Université de Tunis El Manar

Avril 2021

Habib - Sabah el kheir Si Mahjoub

Azzam - Ahlan wa sahlan bikoum

Habib - Merci beaucoup de nous recevoir chez vous.

Azzam - Vous êtes les bienvenus et c'est un grand honneur.

Habib - Aujourd'hui on voudrait vous connaître. On voudrait que les Tunisiens vous connaissent, que les non tunisiens vous connaissent aussi parce que votre apport à un certain moment, et il continue à l'être, a été très important. Vous êtes quelqu'un qui a compté intellectuellement, académiquement, politiquement. Et on aimerait savoir qui est si Mahjoub Azzam.

Azzam - C'est un grand plaisir et un honneur en même temps pour moi de vous recevoir et de répondre à toutes vos questions.

Habib - Merci, merci beaucoup. Est-ce qu'on peut commencer par une question toute simple, vous êtes qui ?

Azzam - Alors Azzam c'est mon prénom, Mahjoub c'est mon nom de famille. Je suis issu d'une famille qui appartient à la petite bourgeoisie intellectuelle. Mon père était instituteur, ma mère ne travaillait pas et on peut dire qu'on a vécu relativement à l'aise comparativement à la moyenne des Tunisiens.

J'étais lycéen et malheureusement j'ai eu un accident, de sport d'ailleurs, qui m'a obligé à partir en France pour me soigner et donc ça m'a laissé un handicap. Mais j'ai résisté et j'ai surmonté cet handicap parce que je suis arrivé au terme d'une bonne année de rééducation à récupérer et à m'autonomiser avec l'utilisation d'une paire de cannes. Maintenant, c'est vrai que pour les longues distances, j'utilise une chaise roulante. Cela ne m'a pas empêché de faire mes études supérieures en France et, modestement, d'avoir relativement bien réussi, ce qui m'a permis d'obtenir une bourse,

d'ailleurs au départ à la fois tunisienne et française, et finalement c'est la Française qui l'a emporté et j'ai donc pu financer mes études supérieures grâce à cette bourse et en même temps continuer à me soigner dans des centres universitaires de santé en France.

Quand j'étais dans ces institutions, à la fois universitaires et de santé, j'avais autour de 17, 18, 19 ans. C'était l'époque de mai 68 et tout le monde y était partie prenante. Et j'ai quand même vécu cette période et j'ai été même dans un cadre relativement réduit, assez actif au niveau politique. On avait une sorte de syndicat étudiant qui regroupait les étudiants de France qui étaient dans les différents centres de santé pour des périodes plus ou moins longues. Et j'ai été un membre très actif au point de devenir président de l'association dite Générale Etudiants Santé, AGES. C'était ma première expérience et j'ai été assez influencé à l'époque par l'œuvre de Mao Zedong. J'étais vraiment très épris par ses écrits au point que je portais une casquette rouge et que j'allais à l'université en tant qu'étudiant avec cette casquette rouge, et j'avais toujours le petit livre rouge que j'ai gardé en souvenir jusqu'à aujourd'hui.

Habib - Et la casquette aussi ?

Azzam - La casquette j'ai changé de couleur simplement, elle est devenue grise malheureusement, avec les cheveux ! Et pratiquement à la même période, donc j'ai quitté évidemment au bout d'un certain temps et j'ai intégré le campus universitaire où là bien sûr j'ai fréquenté le mouvement étudiant tunisien. Je faisais partie à l'époque de l'opposition au sein de l'UGET par rapport à l'UGET officiel détenu par les destouriens.

Habib - C'est quelle année ça ?

Azzam - En 1970, j'ai quitté le centre de santé et j'ai intégré le campus universitaire de Grenoble. Et c'est là que j'ai commencé à fréquenter le grand mouvement étudiant tunisien et le premier noyau grenoblois de Perspectives. Et donc j'ai intégré ce mouvement qui s'est appelé à l'époque *Amel Ettounsi*.

Nous étions un noyau et les circonstances ont voulu que l'ami qui m'a introduit dans le circuit donc politique radical, je l'ai perdu de vue depuis que j'ai quitté Grenoble, et figurez-vous qu'il y a à peine un mois il me téléphone et il me dit Je veux avoir de tes nouvelles ! Ah, ça a été pour moi vraiment ! Il s'appelle Jilani Jeddi.

Alors Jilani Jeddi a dû quitter rapidement la Tunisie parce qu'il passait en procès, il risquait donc une bonne dizaine d'années à l'époque et c'est lui qui a structuré le noyau dont j'étais partie prenante. Et nous avons du reste à la fois milité pour le soutien des émigrés tunisiens dans leur combat, notamment à l'époque c'étaient les cartes de travail et les cartes de séjour et j'ai gardé un souvenir de ces moments. Un des ouvriers qui étaient parmi nous est rentré par la suite en Tunisie et j'ai gardé contact

avec lui jusqu'à une date récente où il est décédé. Je l'ai appris par sa fille qui est devenue avocate.

Habib - Vous parlez de qui ?

Azzam - Le nom va me revenir. Mais par contre, l'autre nom qui était vraiment célèbre et qui continue, c'est Amr Khemais. C'est vraiment un personnage hors norme. Peut-être Khemais Zalila d'ailleurs, c'est un ouvrier, Yousséfiste au départ, condamné par contumace en Tunisie, exilé en France et qui était politiquement très avancé.

Et c'est autour de lui, autour de Jilani Jeddi qui est un des fondateurs de Perspectives en Tunisie, que nous avons constitué un noyau de militants branchés sur les émigrés tunisiens. Et j'ai connu à cette époque une autre personnalité politique en Tunisie, Nokrachi. Il est de Ksibet El Médiouni. Peut-être, que vous le savez, Ksibet El Médiouni était un petit village du Sahel connu pour être le fief du communisme en Tunisie, du Parti communiste.

Alors on avait donc constitué ce noyau et on avait même un petit journal qui s'appelait Al Mouhajer, et j'ose espérer que Jilani Jeddi a gardé en archives ces numéros. Et comme les militants de l'époque, on allait le dimanche sur les marchés en ciblant donc les maghrébins et on distribuait Al Mouhajer. Et avec les contacts et avec ce Nokrachi dont je vous ai parlé, on a voulu constituer une association de défense des émigrés tunisiens, mais on a eu des difficultés. Je me rappelle qu'on allait dans tous les petits villages autour de Grenoble où se trouvaient concentrés les Tunisiens pour à la fois les entendre et en même temps pousser les plus actifs d'entre eux à constituer le noyau de cette association. Dans ce petit journal, on rendait compte des luttes en Tunisie, et à l'époque bien sûr donc toutes les grèves, toutes les manifestations estudiantines, ouvrières surtout. Et nous, contrairement à El Amel Ettounssi, on rédigeait en arabe classique.

Habib - Jilani Jeddi, il est installé à Tunis ?

Azzam - Oui à Rades. Il est question une fois que cette histoire de pandémie sera finie qu'il vienne me voir parce qu'on a retrouvé aussi un autre ami qui était dans le noyau avec nous et donc on voudrait aussi un peu se remémorer. Et aussi parce que j'ai appris qu'il y a un sociologue ou un politologue doctorant qui veut faire une thèse sur ce noyau de Grenoble.

Habib - Et grâce à votre générosité, ce premier document, l'interview, ça va l'aider certainement. Vous êtes rentré quand en Tunisie ?

Azzam - Donc j'ai fait mes études supérieures et j'ai postulé, et je me rappelle parce que ça c'était décisif dans ma formation intellectuelle, l'impact de Mai 68. Alors je t'ai dit j'étais influencé par Mao Tsé-toung et aussi par Althusser. Althusser m'a vraiment aussi marqué à l'époque. Il y avait parmi les disciples d'Althusser un économiste, Charles Bettelheim, qui était vraiment l'économiste radical le plus connu à l'époque et

un autre, plus jeune, qui était avec nous à Grenoble, qui est plutôt tiers mondiste, néo marxiste, Christian Pallois avec qui on était très amis.

Et j'ai connu une autre personne aussi qui m'a marqué à l'époque, qui était un radical mais à l'américaine, par exemple il était très ami avec Stephen Markevitch et avec Alain de Janvry, il s'appelle Bernard Rosier. Et c'est Bernard Rosier, qui m'a introduit sur les problématiques de remise en cause à la fois de la vision doctrinaire ou dogmatique du marxisme et en même temps à la dimension environnementale et technologique, au sens d'un rapport critique vis à vis de la technologie. C'est à dire technologie et environnement, technologie et besoins sociaux. Donc je l'ai eu comme prof pendant une année et ensuite je l'ai retrouvé parce qu'il était à Aix en Provence. Parce que Quand je suis rentré en Tunisie en 78, j'avais une thèse de doctorat d'État, la première thèse marxiste soutenue en Tunisie.

Habib - Est ce que vous pouvez nous dire le titre ?

Azzam - Bien sûr, et vous pouvez la trouver facilement. « Industrie et accumulation du capital en Tunisie, depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours ». Soutenue donc à Grenoble, en 78. Un doctorat d'état. On avait une année qu'on appelait diplôme d'études supérieures. C'est au cours de cette année du diplôme d'études supérieures que je suis devenu vraiment très marqué et très modestement maîtrisant relativement bien le marxisme. Ce mémoire, que j'ai d'ailleurs retrouvé et qui était en fait le prélude à ma thèse, c'était un mémoire ultra radical où je commençais par citer Mao Tsé-toung, Günther Frank et Samir Amin. Et je me rappelle à l'époque que De Bernis, c'était un communiste orthodoxe, était fou de rage quand j'ai postulé pour être assistant - et j'étais le premier Maghrébin à postuler - il était fou furieux. Donc j'ai été retenu, premier maghrébin à être assistant, donc à Grenoble, assistant d'économie. Mais on m'a donné aussi à faire de l'histoire économique. Et moi j'ai préféré rester sur l'histoire économique.

Habib - Assistant en France, alors de quelle année à quelle année ?

Azzam - J'ai soutenu mon DES en 72 et de 72 à 78 j'ai été assistant et en même temps j'ai fait ma thèse. Alors, parenthèse, ce mémoire qui est aussi un des premiers mémoires, mais alors ultraradical, et on m'a rapporté ensuite, peut-être Hama Hammami, il m'a dit quand ce mémoire est arrivé en Tunisie, il circulait clandestinement et il a été pour nous vraiment un matériau très mobilisateur.

Habib - Pourquoi vous êtes rentré ?

Azzam - L'appel du pays, simplement.

Habib - C'est si important ?

Azzam - À l'époque, je ne pouvais pas m'imaginer ne pas rentrer dans un pays et servir. Et pourtant, j'avais une carte de résident, je pouvais rester encore dix ans et

obtenir même par la suite sans doute la nationalité française. Et je me rappelle quand il y a eu un jury pour m'accepter au sein de la faculté, il était dirigé par Chedly Ayari qui est décédé récemment, pour qui j'ai beaucoup de respect. Alors, il me dit comme ça : Si Azzam, vous avez servi la France pendant des années, il est temps de servir votre pays !

À l'époque, c'était la période de Mzali, une période où il y avait un peu d'oxygène. Et Chedly Ayari, il faut dire que c'est quelqu'un qui est un peu humaniste et qui est ouvert, et il a compris sans doute pour avoir fréquenté la France, que c'est important d'avoir des points de vue différents. À l'époque aussi il y avait la bataille ici quand ils recrutaient, entre les PhD venant des Etats-Unis et les doctorants d'Etat, et je renforçais un peu le camp des thésards d'Etat.

Habib - Est ce que votre retour c'était une action politique ?

Azzam - Il y avait un peu de ça aussi parce que tout de suite j'étais branché sur le syndicat.

Habib - Le syndicat ?

Azzam - L'UGTT. Je faisais des séminaires de formation, au niveau de l'UGTT et j'ai mené plusieurs travaux pour l'UGTT.

Habib - Juste avant d'aller un peu plus loin, vous avez cité parmi les économistes et les gens qui vous ont influencé d'une manière ou d'une autre, rencontrés ou pas, quelqu'un de précis, Samir Amin.

Azzam - Avant Samir Amin, il y a un collègue marocain devenu homme politique. Il est actuellement à la tête de l'Assemblée nationale, Habib El Melki. C'est un économiste aussi, excellent. Il était à la tête de la faculté des sciences économiques à Rabat. Moi, je rentrais en Tunisie. Quelques mois après, je reçois une invitation pour assister à un colloque qu'il organisait et ça a été quand même pour moi vraiment la première porte d'entrée sur l'international. Parce que c'est là où j'ai connu donc Samir Amin. J'ai fait une intervention relativement bien préparée. Et à l'époque, je me rappelle que Sophie Bessis en a fait un compte rendu dans Jeune Afrique, relativement élogieux. Donc ça m'a touché. Je l'ai même gardée.

Je voulais juste te dire, je m'excuse, ma thèse quand je l'ai soutenue, Alfred Sauvy en a rendu compte dans Le Monde. Et à l'époque, c'était quand même une référence que de voir Alfred Sauvy rendre compte de ses travaux.

Habib - Alfred Sauvy, c'est lui si je ne me trompe pas qui a créé, qui a inventé, la formule du tiers monde.

Azzam - Exactement. Alors donc, Samir Amin, je l'ai connu.

Habib - Comment c'était la rencontre, comment ça s'est passé ? Racontez-nous un peu votre relation avec Samir Amin.

Azzam - J'ai fait mon intervention, il est intervenu, il a dû quand même me remarquer. Et puis on a été invités le soir chez un collègue marocain qui était économiste et qui a fait beaucoup de politique par la suite. Et c'est là où je l'ai connu. On a sympathisé. Quelques mois plus tard, il m'a contacté avec un économiste algérien décédé entre temps, que j'aime beaucoup, Yachir Fayçal, qui est aussi un économiste on va dire radical. Yachir Fayçal et Samir Amin sont venus en Tunisie et ils m'ont proposé de diriger une équipe d'économistes africains sur un thème cher à Samir Amin, la déconnexion. Et c'est comme ça que j'ai connu l'Afrique.

Et c'est comme ça que dans une de ces réunions, j'ai connu Immanuel Wallerstein et on s'est retrouvés une autre fois dans un colloque organisé en Égypte par quelqu'un d'autre qui m'a aussi beaucoup influencé, le premier environnementaliste égyptien, Ismaïl Sabri Abdallah. Et ce Sabri Abdallah avait fondé une association célèbre, « Arab Society for Economic Research », dont il était président. Quelques années après, je suis devenu le vice-président de cette association, grâce à l'appui de Samir Amin. C'est là aussi que j'ai connu une personne qui m'a marqué parce que c'était un des premiers à m'avoir aussi réintroduit dans le monde de l'environnement parce qu'il avait fait des papiers et il m'a demandé d'en faire un sur la mondialisation et l'environnement. Et ça m'a permis d'avoir l'entrée sur le Moyen-Orient.

Et donc voilà, Habib el Melki, Samir Amin, Immanuel Wallerstein.

Habib - Je veux quand même rester un peu avec Samir Amin. Est-ce que c'est quelqu'un qui vous a directement influencé ?

Azzam - Oui, oui. Alors pourquoi ? D'ailleurs, c'est simple, comme j'enseigne à la faculté je dois faire trois références parmi les « économistes du développement ». Alors un, le traditionnel, c'est Rostov, ses étapes, mais une lecture critique de la vision rostovienne, ensuite François Perroux dont l'apport aussi est substantiel, notamment avec la notion de coût de l'homme, ça c'est très important. Et par Samir Amin j'ai connu Gunder Franck, mais je l'ai connu au sens où on était dans des colloques une ou deux fois ensemble, sans plus. Et une autre personne aussi très célèbre que j'ai connue simplement dans une rencontre ou deux, Susan George.

Habib - Susan George, oui.

Azzam - Samir Amin était stationné à Dakar, donc il y avait le Forum du Tiers Monde, et à côté il y avait le CODESRIA. Et donc j'ai collaboré aussi avec CODESRIA grâce aussi à Samir Amin.

Habib - Alors après, on arrive dans les années 80.

Azzam - Alors les années 80 donc j'étais en Tunisie. J'ai été recruté fin 78. En 82, je soutiens ce qu'on appelle à l'époque une thèse complémentaire, donc technologies et développement, avec Bernard Rosier. Et c'est là où vraiment il y avait ce marquage sur les technologies. Donc ça, c'est important et j'ai sorti peut-être un ou deux articles sur la technologie et le développement. Et j'avais fait à l'époque une étude, une enquête sur le savoir-faire ingénierie des micro-entrepreneurs dans l'informel. C'était un peu pour renouer avec l'idée que dans l'informel, contrairement à ce qu'on pense, il y a une dynamique, il y a une ingéniosité d'invention et d'adaptation et au niveau technologique c'est très important.

Alors à l'époque, j'ai cofondé le GREDET, qui regroupait des ingénieurs et des intellectuels à la fois géographes, sociologues. D'ailleurs, c'est là où j'ai connu les meilleurs sociologues, les meilleurs géographes de Tunisie.

Habib - Vous pouvez les nommer ?

Azzam - Alors bien sûr Zamiti, Zghal, Boukraa. Zamiti lui, comme c'est un homme de terrain, il a été très proche de nous parce qu'on faisait des sorties sur le terrain avec nos étudiants. Jean-Paul Gachet, il était à l'époque en Tunisie.

Habib - Donc le GREDET, il y avait qui encore ?

Azzam - Alors le GREDET donc c'est ce noyau qui est parti de l'interrogation de la technologie. C'était avec des ingénieurs.

Habib - Et c'était quoi l'idée ? Qui était la personne qui l'avait vraiment créé, qui a donné l'idée ?

Azzam - L'Union nationale des ingénieurs tunisiens, à l'époque Afif Chelbi - devenu par la suite ministre - en était un membre influent. Et quand j'étais à la faculté, je commençais à la faculté et j'enseignais au niveau du troisième cycle entre autres le marxisme, le matérialisme, et il venait assister en tant qu'auditeur libre. C'est là qu'il m'a connu et il m'a invité parce qu'ils organisaient des rencontres, des séminaires. J'ai sauté sur l'occasion et j'ai commencé à organiser avec eux des séminaires réguliers et à mon avis, maintenant avec le recul, c'est peut-être le premier think tank tunisien non public le GREDET, à mon avis.

Alors c'est là où j'ai connu Salah Eddine Amami. Alors là, ça c'est vraiment une personne à faire connaître absolument. C'était un pionnier, d'avant-garde, parce que c'est lui qui a introduit la notion de petite hydraulique contre la grande hydraulique.

Habib - Vous l'avez connu personnellement ?

Azzam - Oui, oui, on était ensemble dans les réunions, et cetera. Et vraiment, c'était quelqu'un que je connaissais très, très bien. Donc oui, il m'a marqué.

Et quelqu'un d'autre qui m'avait marqué, c'est le géographe Si Habib Attia. On faisait des sorties avec les étudiants de troisième cycle, ingénieurs et on a pu faire le Kairouanais, les Oasis. Et c'était un connaisseur vraiment incroyable, un pédagogue et un homme vivant, il m'avait vraiment subjugué ce gars, Habib Attia.

Et en même temps, grâce à ces réunions et ces séminaires du GREDET que j'organisais, une autre personnalité, c'est Latiri. La petite mosquée que vous voyez sur le campus, assez bizarre, c'est lui et c'est lui qui a créé l'IGIT. Mokhtar Latiri, c'est un génie au sens complet du terme. Et donc à mon avis, c'est une grande figure en Tunisie avec Habib Attia et Salah Eddine Amami.

Habib - Est-ce que ce groupe, Est-ce que le GREDET se voulait comme un think tank comme on dit maintenant, ou avec un caractère principalement scientifique, académique, d'ingénierie ? Ou est-ce que c'était aussi quelque chose de plus politique ?

Azzam - Non, à mon avis, c'était les gens justement qui étaient en retrait par rapport à la dominante politique et qui cherchaient vraiment un espace, un refuge.

Habib - Mais donc, le GREDET était un think tank, comme on dirait maintenant. À l'époque le mot n'existait pas. C'est un centre de recherche ?

Azzam - C'est un groupe de recherche qui n'avait pas un statut au sens déclaré.

Habib - Mais ça existait.

Azzam - Une vraie existence avec des réunions régulières. Jusqu'au jour où, sans doute parce qu'entre temps les dirigeants de l'Union des ingénieurs avaient changé, qu'ils étaient peut-être un peu plus frileux, peut-être un peu plus proches du pouvoir, par exemple sur le choix des sujets, sur le choix des personnes j'ai senti que je n'avais plus la même latitude et la même liberté. Je me suis rétracté progressivement, en tous les cas j'ai compris que ça n'allait plus.

J'ai voulu par la suite sous une autre forme le recréer. Parce qu'entre-temps je crois, ils ont créé une sorte de secrétaire d'Etat à la recherche scientifique et j'avais déposé un projet allant dans ce sens. Bon, il ne tournait pas tout à fait sur les mêmes thèmes, mais qui en fait indirectement embêtaient. C'étaient les processus de décisions, comment elles se prennent. Et je voulais démonter le mécanisme qui fait que les décisions que nous prenons ne suivent pas un processus de transparence, de participation, et cetera, qu'elles étaient plus ou moins donc vouées à l'échec. Donc je voulais faire un peu ça.

Habib - Qui n'avait pas cette ambition radicale qu'avait le GREDET.

Azzam - Moins radicale. Alors, à l'époque c'est vrai, le combat est devenu plus syndical, à l'intérieur du syndicat et politique. J'étais beaucoup plus branché sur les

batailles syndicales, sur aussi la résistance pour au moins l'autonomie des universités. Donc au milieu des années 80, je sentais vraiment le grisou, je sentais qu'on était en train de nous étouffer. C'est là que j'ai eu envie de partir et c'est là que je suis parti aux États-Unis. Je suis parti aux États-Unis pour avoir une bouffée d'air. J'avais donc un séjour à faire la moitié du temps avec Immanuel Wallerstein et la moitié du temps avec Alain de Janvry, où J'ai reçu des invitations.

Habib - C'était où, dans quelles villes ou dans quelles institutions ?

Azzam - Alors Immanuel Wallerstein c'était à Fernand Braudel Center à Binghamton University donc l'État de New York, et Alain de Janvry à UC Berkeley et c'est comme ça aussi que j'ai connu UC LA. J'ai été invité à Los Angeles.

Habib - Vous êtes resté combien de temps ?

Azzam - Je suis resté six mois. C'était vraiment fabuleux parce que ça m'a permis d'assister aux grands colloques des économistes américains. Et j'ai ramené donc un certain nombre de bouquins, donc des radicaux américains de l'époque.

Et je me rappelle avoir fait un article, je pense que je l'ai gardé, sur l'apport d'Immanuel Wallerstein donc sur la *commodification* (marchandisation) donc ça c'est intéressant. J'étais très impressionné par lui. Il a ensuite écrit des articles extraordinaires sur le déclin des États-Unis. Quelques années après, quand il y a eu la guerre du Golfe, j'ai fait un petit bouquin en arabe sur la guerre du Golfe et je me suis beaucoup inspiré d'Immanuel Wallerstein, de sa thèse sur le déclin des États-Unis et sur les enjeux de la guerre.

En tous les cas, je voulais juste dire une chose, c'est que mes enseignements à la faculté sont aussi le reflet de mon engagement politique. Ce que j'enseignais, c'était les points de vue alternatifs et critiques. Et les étudiants me connaissaient pour ça.

Habib - Est ce que vous connaissez vos étudiants maintenant ? Est-ce que vous en avez quelques-uns en tête, est-ce que vous les rencontrez, est-ce que vous les connaissez ?

Azzam - Il m'est arrivé il n'y a pas longtemps dans une conférence d'avoir été avec une étudiante qui est devenue par la suite professeur. Si vous voyiez à la faculté les titres des mémoires que j'ai fait soutenir ; la corruption, l'inégalité selon le genre, la pauvreté, l'analyse critique de la mondialisation, sur la durabilité et le sous-développement tous les thèmes qui sont devenus par la suite à l'ordre du jour. Et je me rappelle, ça c'est une anecdote, quand j'ai introduit à la faculté un cours sur l'environnement et sur la durabilité, c'était après le Sommet de la Terre.

Habib - En quelle année le cours en question ?

Azzam - Dans les années 90. Les étudiants au départ venaient assister à mon cours sur l'environnement, cette nouvelle problématique et en quoi elle était une vision radicalement différente du point de vue économique général. Cours qui a été remis en cause par mes collègues en disant que ça n'a rien à voir avec l'économie. Et les premiers mémoires que j'ai fait soutenir, les étudiants qui étaient brillants et qui postulaient pour être assistants étaient recalés parce que ça n'avait rien à voir avec

Habib - Et donc les années 80 et après vous avez continué votre travail jusqu'à la retraite. Ça ne fait pas longtemps que vous êtes à la retraite ?

Azzam - Alors en fait j'ai été mis à la retraite à 60 ans pile.

Habib - Pourquoi ?

Azzam - Pour des raisons politiques bien sûr. Parce que j'ai fait partie des intellectuels qui ont signé une pétition contre la réélection de Zine el-Abidine Ben Ali pour la énième fois. J'ai été mis à la retraite en 2007.

Bien sûr, pendant la période Ben Ali, on ne m'a jamais pris mon passeport. Je n'ai jamais eu de pression directe, mais indirectes pas mal. Chaque fois que je devais intervenir sur le thème de la pauvreté parce que j'ai fait beaucoup de travail là-dessus, c'était un peu mon optique toujours radicale, centrée sur des questions de différenciation sociale, de paupérisation, et cetera, j'ai été quand même pas mal malmené et je pense que ça s'est surajouté à la pétition que j'ai signée contre ben Ali.

Et juste une petite anecdote que je vais te raconter. On a fait le premier rapport sur le développement humain en Tunisie, c'est le PNUD qui m'a sollicité pour ça. On devait faire une conférence de presse pour faire état, et à 11 h du soir le président du PNUD me téléphone, il m'a dit Monsieur Mahjoub, notre réunion est reportée sine die et la présidence demande à ce qu'on refasse cette étude en enlevant tout ce qui touche l'inégalité dans le développement au niveau régional. Ils ont dû supprimer tout ce qui montrait à l'évidence des inégalités à l'époque. Et le PNUD a marché, ils l'ont fait.

Habib - Bien sûr. Pourquoi vous avez travaillé sur la pauvreté ?

Azzam - J'ai travaillé souvent sur la pauvreté et l'environnement. Moi je suis, c'est un terme un peu excessif, obsédé par la question sociale. Ce qui me guide constamment, c'est la question sociale.

Et d'ailleurs en ce moment, je suis en train, avec une équipe que j'ai constituée, de faire un lourd travail sur les inégalités sociales en Tunisie, en me plaçant même dans une perspective historique. D'ailleurs j'utilise une partie de ce que tu as fait dans ton ouvrage et je vais voir comment, à partir du XIX^e siècle, ce phénomène de paupérisation et d'appauvrissement a été à l'origine de générer justement les inégalités que nous allons retrouver. Et j'ai retrouvé des données qui me donnent une idée des inégalités sociales à la veille de l'indépendance, notamment en matière

foncière. Le rapport de l'UGTT de 1955 donne donc des chiffres assez édifiants. Parce qu'au fond en fait, et c'est pour ça que je redonne un peu ton point de vue, les inégalités foncières que nous avons héritées de la période coloniale et qui, d'une manière ou d'une autre, ont continué, seraient pour une grande partie au moins explicatives du déclenchement de la révolution en Tunisie. C'est un peu la thèse que tu soutiens et que je suis en train donc d'affiner en essayant d'avoir une perspective historique pour voir comment on en est arrivés là. Et ensuite bien sûr, je suis en train d'utiliser toutes les données possibles - j'ai une équipe avec trois personnes - sur les données quantitatives des inégalités en Tunisie. Qu'est ce qui a pu changer ? Parce qu'il y a une question d'importance. Si les inégalités foncières continuent, est-ce qu'elles expliquent tout ? Est-ce que les inégalités d'une manière générale, en termes de revenus, en termes d'éducation, en termes de santé sont explicatives ? L'idée en fait, c'est que les inégalités, notamment salariales, qui renvoient aux inégalités en matière d'éducation, rendent compte pour une grande part de la persistance des inégalités. Alors se rajoutent à ça les inégalités foncières dont nous héritons. Et en règle générale, en tout cas c'est ce que dit la théorie, quand vous partez d'un niveau relativement élevé d'inégalités, et sauf changements radicaux dans le mode d'appropriation des biens, qu'ils soient fonciers ou autres, vous aurez du mal, quelles que soient les circonstances, à vraiment inverser d'une manière substantielle et significative le niveau des inégalités que vous avez jusque-là. Vous pouvez, certes, mais pas d'une manière aussi radicale.

Habib - Vous avez utilisé un mot que j'aime beaucoup et que beaucoup de chercheurs n'utilisent pas, le mot obsession, parce que ça signifie un certain nombre de choses pour moi. Cette obsession, elle est intellectuelle, académique ou politique ? Ou les trois !

Azzam - Oui tous les trois. Politique, c'est certain. Je veux dire, en toute modestie, je suis connu essentiellement pour être ça, c'est à dire entre guillemets, un progressiste. Mais aussi académique, c'est à dire que je trouve un confort intellectuel à travailler sur ces questions.

Habib - Vous avez dit que l'obsession avait trois dimensions, personnelle, politique, intellectuelle et académique, bien sûr en tant que chercheur notamment. Euh, le côté politique, dans la narration, dans ce que vous voulez nous raconter, la dimension politique de votre action, je ne sais pas si elle a été censurée ou si juste elle n'existe pas.

Azzam - Non, au contraire. C'est vrai, je ne suis pas engagé au sens d'appartenir à un parti politique. Ça, c'est un fait.

Habib - Vous n'avez pas connu la prison ?

Azzam - Non, non, non, jamais.

Habib - Vous n'avez pas connu de procès ?

Azzam - Non, non, non, pas du tout.

Habib - Vous n'avez pas connu l'exil ?

Azzam - Non, non, pas du tout. Mais je ne sais pas, c'est peut-être une paresse ou un confort. J'ai du mal en tant qu'intellectuel à m'acclimater avec ce que j'appelle une ligne du parti. Cette idée de m'aligner au sein d'un parti politique, sur une position, même si c'est démocratiquement pris, ça m'incommode. Je veux être un libre penseur. Je peux dire tiens, ce parti-là, il a raison et je me sens proche de lui, mais sans pour autant en faire partie. Je n'ai pas la capacité aujourd'hui de venir assister à une réunion qui peut durer jusqu'à 3 h du matin et me lever le lendemain pour aller, c'est impossible, Je ne peux pas le faire.

Habib - Quand on regarde le niveau des sciences sociales aujourd'hui, de l'économie, de la sociologie et surtout tout ce qui concerne le rural. Et quand on se rappelle quand même il y a eu un moment où c'était presque un âge d'or, les années 80 on en parlait, surtout les années 70 et les années 80. Qu'est ce qui s'est passé dans cette université tunisienne ?

Azzam - J'ai perdu un peu le contact avec le monde universitaire. J'ai quand même des contacts avec des jeunes, qui font partie de mon équipe, qui sont aujourd'hui maîtres assistants, et cetera. Bien sûr, ils n'ont pas une grande envergure, mais en tous cas pour ceux que je connais, ils sont bien formés et d'ailleurs je les sollicite pour des travaux, par exemple ce que nous allons faire sur les inégalités. Mais ça demande une investigation pour dire la vérité. Je ne suis pas sûr que ce soit le désert.

Ce thème donc, qui m'était cher à l'époque au GREDET, technologie, modes de consommation, modes de production, tous ces thèmes-là, à deux occasions par la suite je les ai traités. On m'a demandé de faire un chapitre dans l'Agenda 21 national sur le développement durable où j'ai parlé de la soutenabilité du mode consommation et du mode de production en Tunisie et je pense avoir vu des choses qui renouent un peu avec nos préoccupations. Dans le sens où le modèle de production qu'on a introduit en Tunisie depuis la colonisation et qu'on a plus ou moins systématisé par la suite, intensif et cetera, a fait changer le mode de consommation parce que les deux vont ensemble, et je suis revenu aux origines, comme on est partis des États-Unis, et en quoi donc cela est vraiment dommageable pour la Tunisie.

Habib - Mais est ce qu'on peut revenir peu au concept même de technologie de développement, qu'est-ce que vous mettez dedans ?

Azzam - Donc l'idée, c'était de dire que la technologie n'est pas neutre. Et toute technologie a l'empreinte, on va dire des rapports sociaux, ça veut dire qu'elle a un marquage social. L'invention et l'innovation, ce sont deux choses. L'invention, à partir du moment où elle se fonde dans la réalité, elle implique un mode d'organisation du travail, un mode aussi de séparation, donc elle marque socialement l'environnement dans lequel elle va se déployer. C'était l'idée que j'avais retenue à l'époque, donc de Stephan Marglin, Alain de Janvry et autres. Il n'y a pas une invention qui devient innovation, au sens qu'elle s'immisce dans le réel, sans quelle qu'elle soit empreinte de marquage social. C'est un peu ça l'idée. L'idée que quand on transfère une technologie, on transfère un mode d'organisation du travail, un mode de rapport entre le travailleur et la technologie.

Habib - C'est valable pour l'industrie ?

Azzam - Les modes d'organisation ; le taylorisme, le fordisme, le néo fordisme, d'une manière ou d'une autre ces modes d'organisation des procédures de travail ont un marquage social. Elles marquent socialement le monde dans lequel elles se déploient, c'est dans ce sens-là.

Alors, il y avait là-dessus une autre idée, que j'avais prise de collègues grenoblois, un peu sous-jacente. Après des enquêtes, ces chercheurs sont arrivés à l'idée que dans une entreprise il y a un processus de travail théorique, c'est à dire qui est établi par la hiérarchie et le processus de travail effectif. Et ils expliquent qu'il y a un décalage souvent parce que le processus de travail effectif c'est le mode d'appropriation par les travailleurs et donc de transformation au besoin et d'adaptation du système tel qu'il est théoriquement établi. Donc pour simplifier un peu, quand vous importez une technologie, qu'elle soit dans l'agriculture ou dans l'industrie, vous importez un mode d'organisation du processus de travail, qui lui est fondamentalement un processus de division du travail, de hiérarchie, et cetera et cetera. C'est un peu ça cette idée-là.

Habib - Et vous produisez de la pauvreté et les inégalités.

Ma deuxième question c'est est-ce que, vu du sud, est-ce qu'il y a des alternatives ? Ça rejoint l'idée de la déconnexion.

Azzam - La déconnexion, oui, fondamentalement Samir Amin la voit beaucoup plus dans le système des prix entre l'agriculture et l'industrie. C'est à dire que si vous ouvrez, je crois que c'était ça son idée, il pense que vous allez imposer notamment à l'agriculture un système de prix qui va générer un mode d'articulation avec le système des pays industriels, défavorable à l'agriculture. C'est un peu l'idée que la déconnexion doit se faire à ce niveau. Parce qu'autrement vous perdez votre agriculture et vos agriculteurs, les petits exploitants, parce que vous imposez un système de prix qui rend la compétition et la concurrence le leitmotiv, et qui génère par définition un mode de concentration.

Habib - Si on peut prendre le cas de l'agriculture tunisienne par exemple. On est passés depuis la colonisation par l'expérience des coopératives et après la libéralisation et ainsi de suite, enfin les ajustements structurels et le marché ouvert et ainsi de suite. Il y a deux questions qui vont ensemble.

La première, est-ce que le transfert de la technologie agricole a tué l'agriculture tunisienne et donc quelles seraient les alternatives ?

Azzam - Ce sont les petits producteurs et à la limite les agriculteurs moyens, qui produisent l'essentiel en matière d'élevage, et cetera. Ceux-là généralement ont tendance, par le savoir ancestral et une meilleure connaissance du terrain, à utiliser des techniques et des modes de production plus adaptés à leurs espaces et ils sont en même temps capables de produire ce qui est nécessaire à l'alimentation. Alors, en jouant sur la technologie, qui dit technologie importée dit investissements lourds, dit nécessité de la concentration des terres, dit donc marginalisation de la petite agriculture.

En Tunisie ils sont toujours à côté, c'est à dire qu'ils pensent toujours, d'une part tirer vers la production sans jamais penser à revenir sur le mode nutritionnel et ça je trouve que c'est très grave. C'est très, très grave de ne jamais démonter le système de

consommation aliénant, rendant la dépendance encore plus forte. On a encore des survivances, heureusement. On a quand même des cuisines traditionnelles, et cetera. Mais au vu de l'urbanisation, de l'éclatement, et tout ça, ce sont des choses qui ont tendance à disparaître.

La solution est vraiment dans la petite agriculture. C'est là où il faut véritablement faire le maximum pour permettre au pays de décoller.

Habib - Ça doit passer par une réforme agraire ?

Azzam - Alors, on peut maintenant concevoir la réforme agraire peut-être sous une forme pas aussi radicale qu'on le pense. L'essentiel, c'est l'appropriation de la terre et le fait de fixer juridiquement la propriété des petits paysans. Parce que nous savons, les données le montrent, que l'essentiel des petits exploitants sont en fait dans l'informalité, faute des titres de propriété et faute d'accès aussi aux finances - parce que faute de propriété - donc par définition ils sont marginalisés.

Habib - Juste une question très courte comme ça, est-ce que vous êtes pour l'égalité de l'héritage ?

Azzam - Oh oui, fondamentalement.

Habib - Y compris dans le foncier agricole.

Azzam - C'est essentiel. Oui, l'égalité d'héritage, ça c'est important. La fixation le dit. Je suis en train de repenser à Sidi Bouzid et au déclenchement de la révolution. À l'origine, Bouazizi c'est quoi en fait ? C'est quelqu'un qui a été exproprié et qui est passé dans l'informalité. Donc les phénomènes sont liés.

Habib - Pendant la pause mon camarade Max m'a soufflé une question. Il m'a dit que je dois vous interroger sur Sejnane. Je ne connais pas le travail sur Sejnane sur le développement.

Azzam - Il y a un organisme officiel qui s'occupe donc du monde rural dans cette région. Il y a une donnée fondamentale dans le nord-ouest et surtout donc la région de Béja, Sejnane, et cetera, c'est que c'est la région la plus pourvue en eau et c'est la plus dépourvue en eau potable en même temps. Et Zamiti a travaillé sur cette question-là, donc essentielle parce qu'ils ont les plus grands barrages de retenues d'eau et ils manquent d'eau potable.

Maintenant, je sais qu'il y a eu un projet, donc de développement agricole dans la région, mais basé sur l'élevage. Mais je l'ai critiqué parce que l'approche est encore l'approche technique, sans dimension sociale, sans prendre en compte ce que ça peut générer au niveau différenciation, et cetera.

Habib - Alors j'ai une question un peu brutale, à quoi ça a servi le GREDET ? Est-ce que ça a servi à quelque chose ?

Azzam - Question difficile. J'ai oublié de te dire qu'en fait, le GREDET était subdivisé en plusieurs sous-GREDET. Alors par exemple, ceux qui s'intéressaient à l'énergie avaient aussi leurs rencontres et ils venaient en rendre compte. Ceux qui s'occupent d'agriculture, ceux s'occupent d'architecture. Akissa Bahri c'était dans l'agriculture, sur

l'énergie donc Mostapha Hadded. Alors sur aussi les matériaux de construction on avait quelqu'un, Bouchrara, et il a fait des choses très intéressantes sur les matériaux de construction alternatifs, toutes ces choses-là, il était avant gardiste. Alors en matière d'architecture, d'urbanisme, on a eu quelqu'un de bien, Morched Chabbi, qui a fait une thèse magistrale sur l'habitat spontané péri urbain. Vraiment quelque chose de fabuleux.

Alors je voulais te dire aussi pour l'histoire, c'est que si le GREDET peut être considéré comme un premier think tank indépendant, il y a eu en Tunisie le groupe 8. Et puis Habib, n'oublie pas Perspectives, les premiers numéros il y avait des articles très intéressants sur la réforme agraire.

Habib - Abdeljelil Bédoui, vous le connaissez ?

Azzam - Abdeljelil Bédoui, je l'ai connu quand même il y a très longtemps. Quand j'ai soutenu ma thèse, il est venu assister, à Grenoble. Parce que Hassine Dimassi, qui est devenu ministre, est venu passer une année à Grenoble pour faire un troisième cycle. Et donc je l'ai bien connu, Hassine Dimassi, il a une particularité, c'est qu'il est proche du terrain. Donc ce qu'il dit, il a beau ne pas être un grand théoricien, mais généralement ce qu'il dit est juste parce qu'il connaît bien. Récemment, il a été interviewé sur les entreprises publiques, il a dit des choses qui ont fâché beaucoup de monde. Mais en fait, il ne les invente pas. Ce sont des choses vraies. Il a expliqué le corporatisme qui y règne, le fait que souvent les syndicats font de l'obstruction pour l'embauche, et cetera.

Abdeljalil Bédoui je l'ai connu, à l'époque il a fait Sciences Po et Sciences éco, donc il est bien formé.

Habib - Est ce que l'écologie est au fondement de votre pensée sur le développement ?

Azzam - Ah oui, à mon avis, c'est fondamental. Pour moi, questions sociales et environnementales sont liées et vous ne pouvez pas faire de développement sans avoir de perspective sur les implications sociales, sur les implications environnementales.

Habib - Non, mais je peux les assumer. Je peux dire je sais que ce projet va faire de la pauvreté quelque part, mais ça va donner de la puissance économique à telle région.

Azzam - Et bien justement, c'est la question des choix. C'est à dire que si vous dites la génération actuelle elle m'importe plus et je m'en fous si dans dix ou vingt ans la terre est brûlée ou l'eau est devenue inexistante, il faut qu'on dise que c'est grave. Il ne faut pas faire ça.

Habib - Mais là, vous êtes en train de parler de Regueb, de Sidi Bouzid.

Azzam - Oui, bien sûr, C'est pour ça. Je t'ai parlé un peu de cette anomalie, les gens du nord-ouest, ils ont l'eau à côté, ils ne boivent pas. C'est quand même d'une injustice absolue ! Donc les gens quand ils sortent dans la rue, si j'avais les moyens je sortrais

avec eux pour dire vous avez raison. Bon, le problème Habib, entre nous soit dit, je n'ai pas accès aux médias.

Habib - Pourquoi ?

Azzam - Je ne sais pas. La seule fois où j'ai eu un truc, quand j'ai sorti donc avec le Forum des droits économiques et sociaux, un article sur les inégalités, la vulnérabilité et le Covid, bon là j'ai eu quelques interviews, mais pas à la télé.

Habib - Gabès ?

Azzam - Chouf Habib, Gabès je l'ai connue quand c'était un joyau. Quand tu rentres dans l'oasis, c'est un pays de rêve. Et quelques années plus tard, je suis revenu, je voyais les arbres en gris, on dirait les cendres. C'était d'une tristesse absolue.

Habib - Il fallait quand même ce complexe industriel ?

Azzam - Non, à mon avis il ne fallait pas. Ils ne réfléchissaient pas non plus. Donc l'essentiel c'était bon la Tunisie a des phosphates, il faut qu'elle les transforme, et cetera. Alors que faire ? Il faut qu'ils pensent à des solutions alternatives. Si le phosphate est nécessaire, donc que ce ne soit pas au détriment de la santé et de la vie des gens du pays.

Habib - À l'époque, c'était l'argument et maintenant il y a encore des gens qui disent ça a apporté du développement et ça a apporté des emplois.

Azzam - Est-ce qu'on ne peut pas trouver une autre solution ? On peut trouver, à mon avis c'est là où il faut penser autrement. Et c'est pour cela que c'est la seule formule que j'aime dans ce président « penser autrement ». Si on pense d'une manière traditionnelle, il n'y a pas de solution, La société est-elle à même d'assumer un coût supplémentaire pour déplacer ou je ne sais pas quoi, ce genre d'entreprise ? Donc il faut le faire mais à mon avis on ne peut pas indéfiniment jouer sur la santé et l'individu.

Habib - Si vous aviez les moyens aujourd'hui, les moyens de décision je veux dire, vous fermeriez le complexe ?

Azzam - Alors je commencerais par faire une étude avec l'idée, l'alternative si possible la moins coûteuse, mais enlever ce cancer de Gabès. J'aurais donné cette directive : cassez-vous la tête, il faut me trouver une solution. Vous avez je ne sais pas combien de temps, un mois, et cetera, mais je ne veux plus parler de ce complexe à Gabès. Mais je ne voudrais pas non plus que la richesse phosphatière donc, ne soit pas d'une manière ou d'une autre exploitée, mais d'une manière écologiquement acceptable.

Habib - Je vous ai pris trop de temps et beaucoup d'énergie. Est-ce que j'ai oublié quelque chose ? Maintenant, sur aujourd'hui ce qui se passe, est ce que vous avez envie de vous exprimer là-dessus ?

Azzam - J'ai écrit un article juste après l'élection de Saïd et cet article avait pour titre « Le nouveau président : un événement singulier, un nouveau souffle pour la révolution » ou quelque chose comme ça. Et j'avoue avoir été assez favorable et assez pour Kaïs Saïd, surtout dans sa compétition avec Karroui. Alors je ne sais pas si c'est dans cet article ou dans un autre, j'ai parlé aussi du danger de la participatie en

Tunisie. Vous pouvez être élu, donc vous avez une base et un fondement légal puisque vous êtes élu démocratiquement, mais la légitimité, elle s'acquiert vraiment quand ? Quand vous réalisez ce que ce dont vous avez parlé. Or, quand je vois Kaïs Saïd, certes la rectitude, il a donné la parole aux gens, la dignité. Mais en termes de réalisations, pour le moment, on a rien d'effectif. Donc s'il tarde là-dessus, son stock de popularité va fondre, va fondre manifestement. Parce que les gens, certes, lui font confiance sur le fait qu'il ne soit pas corrompu, mais l'anti-corruption ne fait pas à elle seule un président, d'autant plus qu'il n'a pas de passé politique, donc il manque d'expérience politique manifeste et il est souvent rigide.

Habib - Merci beaucoup.

Azzam - Est ce que vraiment tu penses que ça a été utile ?

Habib - Extrêmement utile. Très, très utile pour les jeunes, pour les étudiants, pour les politiques, pour les médias. Honnêtement, je pense que ça sera très utile.

Azzam - Ça, c'est ce que je souhaite. En tous les cas, ça fait plaisir. Ça me va directement au cœur le fait que vous vous soyez intéressé à ma modeste personne.

Dernière chose, la question sociale était fondamentale pour moi. L'autre chose que je revendique c'est qu'est-ce qu'être intellectuel ? Je souhaiterais l'être. Pourquoi ? Parce qu'un intellectuel, il brasse, il n'est pas spécialiste. Je ne suis pas qu'économiste et je peux faire l'économie, la sociologie, l'histoire, la philosophie, tout ça. Quand on arrive à maîtriser plusieurs champs dans l'histoire, la géographie, on peut à ce moment-là, on pourrait me reconsidérer ou je peux me considérer comme un intellectuel.

Habib - Merci beaucoup.